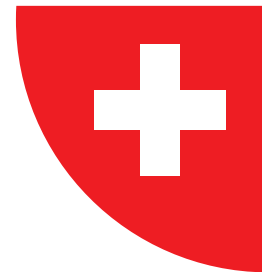


VOTATION POPULAIRE

« Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » du 7 mars 2021



JOURNAL DE **VOTATION** du comité « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage »

Mieux vaut prévenir que guérir

Fixons des limites à l'islam radical avant qu'il ne soit trop tard ! Dire oui à l'interdiction de se dissimuler le visage, c'est aussi lutter contre le terrorisme.

6

Objet de la votation

Voici l'objectif poursuivi par l'initiative, accompagné des exceptions clairement réglementées, par exemple pour des raisons de santé publique (port obligatoire du masque en raison du coronavirus).

2

Oui aux droits des femmes !

Dans une société libre et soucieuse d'égalité, les hommes et les femmes se parlent à visage découvert. La burqa et le niqab portent atteinte aux droits des femmes.

4



Nous espérons tous que la situation exceptionnelle due à la crise du coronavirus appartiendra bientôt au passé, car le fait que les gens libres - hommes comme femmes - se parlent à visage découvert, est l'une des valeurs fondamentales de la Suisse. La burqa et le niqab sont au contraire des symboles de l'oppression des femmes. Ces « prisons de tissu » qui dégradent les femmes n'ont pas leur place dans notre pays.

« Donnons ensemble un signal fort en faveur de la liberté, de l'égalité et de la sécurité : dites oui à l'interdiction de se dissimuler le visage ! »

Que les femmes, tout comme les hommes, montrent leur visage dans l'espace public est un impératif élémentaire d'égalité. Dans le monde entier, des femmes se battent, au prix de grands sacrifices, pour échapper à la soumission et au port imposé du voile intégral. La burqa et le niqab ne sont pas des « vêtements normaux » : ils nient le droit des femmes de disposer de droits égaux dans notre société.

Mieux vaut prévenir que guérir

Certains opposants à l'initiative prétendent que nous mon-
tons un problème en épingle, car il n'y aurait « que »
quelques centaines de personnes à porter le niqab en Suisse.
Je n'accepte pas cet argument. Je dis au contraire : mieux

vaut prévenir que guérir. En Suisse, nous
pouvons encore agir, contrairement à
d'autres pays européens tels que la
France ou la Suède. Dans les banlieues
de ces pays, il est devenu courant de
voir des femmes entièrement voilées



Walter Wobmann
Conseiller national SO |
Président du
Comité d'Egerkingen

dans l'espace public – parce que les autorités n'ont pas su
poser suffisamment tôt des limites claires aux islamistes.

Il est malheureusement indéniable que le retentissant « Wir
schaffen das ! » (Nous y arriverons !) lancé par la Chan-
celière allemande Angela Merkel en 2015 a eu pour conséquence
l'arrivée en Europe d'un grand nombre d'islamistes violents
se faisant passer pour des requérants d'asile – avec des consé-
quences dévastatrices. Berlin, Paris, Nice, Vienne ou récem-
ment Lugano et Morges en Suisse : les derniers mois ont
assurément montré que l'islam radical est une menace grandis-
sante. Tout comme l'intolérance à l'égard des caricatures et la
haine des valeurs occidentales, la burqa et le niqab sont des ex-
pressions de l'ordre social voulu par l'islam politique. Grâce à
notre initiative, nous avons la possibilité d'agir enfin contre ce
symbole de l'oppression des femmes qu'est le voile intégral.



Screenshot «Die Welt»

Oui à une lutte efficace contre le terrorisme !

Les agissements terroristes de l'État is-
lamique dans le monde entier – aussi en
Europe – nous ont montré que le terro-
risme fait fi des frontières. C'est pour-
quoi on ne saurait raisonnablement exi-
ger de qui que ce soit dans notre pays
d'avoir affaire à des personnes intégra-
lement voilées, dont on ne peut pas dire
s'il s'agit d'hommes ou de femmes, si
leurs intentions sont violentes ou non et

si elles sont armées ou non.

L'affirmation rassurante selon laquelle,
dans ce pays, l'on ne rencontre (pour
l'instant) que rarement des personnes
portant le voile intégral ne doit pas faire
oublier que celui-ci est aussi un moyen
de cacher et de masquer des intentions
terroristes. Voilà pourquoi, dans une
logique de prévention d'attentats terro-
ristes, il est temps d'interdire le port du
voile intégral dans l'espace public.

« Les musulmans bien intégrés
se distancient du terrorisme
et du port imposé du voile
intégral. »

« Quand une femme décide de cacher
son visage, elle ne doit pas considérer
cela comme un acte religieux. »

Sources : tagesschau.de,
aargauerzeitung.ch

Burqa et niqab n'ont aucun fondement dans le Coran

L'Université al-Azhar, basée au Caire,
en Égypte, est considérée comme la
principale institution islamique sunnite
d'enseignement. Abdel Muti al-Bayyu-
mi, un membre du Conseil supérieur
d'al-Azhar, a déclaré ce qui suit à

propos de l'interdiction de la burqa
en France : « Je voudrais envoyer un
message à l'Europe et à la France – le
niqab n'a aucun fondement dans l'is-
lam, il nuit bien plutôt à la réputation
de l'islam ». Un autre érudit d'ajouter :

Il n'est donc pas surprenant que
nombre de musulmans bien intégrés
en Suisse soutiennent également une
interdiction du voile intégral, à l'instar
de Saïda Keller-Messahli, une spécia-
liste de l'islam.

Ces pays interdisent déjà le voile intégral

De nombreux États ont déjà interdit le port de la burqa et du niqab dans l'espace public. Même certains pays musulmans (p. ex. la Turquie, la Tunisie, la Syrie et l'Égypte) ont interdit le port du voile intégral, soit complètement, soit partiellement. La Suisse s'inscrit donc dans la tendance avec l'initiative pour l'interdiction de se dissimuler le visage. Le voile intégral n'est pas une exigence religieuse, mais un élément culturel controversé qui s'est développé au fil du temps.

Interdictions de la burqa en Europe, 2019

- Interdiction générale dans l'espace public
- Interdite dans certains lieux publics
- Interdictions locales / régionales



Source : tagesanzeiger.ch
État : septembre 2019

Pas de conflit avec la liberté de religion et la liberté d'expression

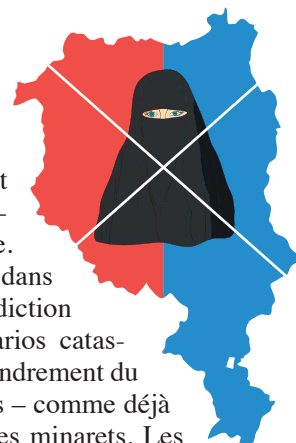


Source: dejure.org

Dans un arrêt rendu en 2014, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré que l'interdiction de porter la burqa et le niqab en public est proportionnée et ne viole ni la liberté de religion ni la liberté d'expression. La société pourrait voir dans ces voiles intégraux une attaque contre le droit au libre épanouissement de la personne et du vivre-ensemble dans une société libre.

L'interdiction du port de la burqa au Tessin a fait ses preuves

Le Tessin est le premier canton à avoir interdit, en 2016, le port de la burqa. Les expériences faites à ce jour montrent que l'application de cette interdiction ne pose pas de problème. Les touristes arabes acceptent dans leur grande majorité l'interdiction et respectent la loi. Les scénarios catastrophes, qui prévoyaient un effondrement du tourisme, ne se sont pas vérifiés – comme déjà dans le cas de l'initiative sur les minarets. Les États musulmans respectent en effet les décisions du peuple suisse et apprécient notre pays en tant que partenaire commercial fiable. Cette fois encore, ne nous laissons pas perturber par un alarmisme infondé.



Ce que veut l'initiative

L'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » a été déposée le 15 septembre 2017 avec plus de 105 000 signatures valables. Elle a été lancée par le « Comité d'Egerkingen » et par un comité d'initiative interpartis. Elle veut interdire la dissimulation du visage dans l'espace public lorsque celle-ci est motivée par des croyances islamiques radicales ou par des buts criminels. Les exceptions sont clairement définies.

Teneur de l'initiative

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 10a Interdiction de se dissimuler le visage

¹ Nul ne peut se dissimuler le visage dans l'espace public, ni dans les lieux accessibles au public ou dans lesquels sont fournies des prestations ordinairement accessibles par tout un chacun ; l'interdiction n'est pas applicable dans les lieux de culte.

² Nul ne peut contraindre une personne de se dissimuler le visage en raison de son sexe.

³ La loi prévoit des exceptions. Celles-ci ne peuvent être justifiées que par des raisons de santé ou de sécurité, par des raisons climatiques ou par des coutumes locales.

Art. 197, ch. 12

12. Disposition transitoire ad art. 10a (Interdiction de se dissimuler le visage)

La législation d'exécution doit être élaborée dans les deux ans qui suivent l'acceptation de l'art. 10a par le peuple et les cantons.

Exceptions claires

L'initiative prévoit des exceptions, justifiées par des raisons de santé, des raisons de sécurité, des raisons climatiques et par des coutumes locales. Le

carnaval, le port de casques de moto ou le port obligatoire de masques de protection ne sont par exemple pas concernés par l'initiative.

« COUTUMES LOCALES »



PAS CONCERNÉES



« SÉCURITÉ »



PAS CONCERNÉS



« CLIMAT »



PAS CONCERNÉS



« SANTÉ »



PAS CONCERNÉS



Mentions légales

Journal de votation « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » | Édition et rédaction : Comité d'Egerkingen | 6000 Lucerne | Tél. 041 440 00 67 | info@interdiction-dissimuler-visage.ch | Sources des images : shutterstock, ZVG | Imprimerie : ztprint, 4800 Zofingen. Attention : ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il doit donc être déposé également dans les boîtes aux lettres munies d'un autocollant refusant la publicité. Merci de votre compréhension.

« NIQAB »



**SERA
INTERDIT**



« BURQA »



**SERA
INTERDIT**



« CAGOULES DE CASSEURS »



**SERONT
INTERDITES**



« FOULARD ET HIJAB »



**PAS
CONCERNÉS**



Port obligatoire du masque lié au coronavirus : pas de conflit avec l'initiative

À cause de la crise du coronavirus, nous nous sommes tous habitués à devoir porter un masque de protection en de nombreux endroits. Une partie de la population est pour cette raison déçue : pourquoi une initiative demandant l'interdiction de se dissimuler le visage, alors que nous devons de toute façon le couvrir (avec des masques de protection) en de nombreux lieux ? La réponse est claire : l'initiative et les mesures prises en vertu du droit de nécessité pour lutter contre le coronavirus sont deux choses complètement différentes !

Même en cas d'acceptation de l'initiative, le port du masque pour des raisons de santé n'est pas un problème. Quand la Confédération et les cantons prescrivent le port du masque pour endiguer un virus, le motif est clair : protéger la santé de la population. Le texte de l'initiative tient précisément compte de tels motifs en prévoyant expressément certaines exceptions.

La durée de l'obligation de porter un masque imposée par l'État est limitée dans le temps. En revanche, le port du voile intégral (burqa et niqab) pour des raisons liées à une interprétation radicale de l'islam ne profite nullement à la société. Au contraire : il fait des femmes des citoyennes de seconde classe et les exclut de la vie sociale. Quiconque dissimule son visage pour attaquer en tout anonymat d'autres personnes ou endommager la propriété d'autrui, ainsi que le font les casseurs et les vandales, représente même un danger pour la collectivité.

LE MOTIF EST DÉTERMINANT !



**Protège la
santé de la
population**



**Dégrade
la femme**

En Suisse, nous montrons notre visage

L'Occident est attaché aux traditions de la liberté individuelle et de la responsabilité personnelle. Les gens libres – femmes comme hommes – se parlent à visage découvert. Aucune personne libre ne dissimule son visage. En Suisse, le pays de la liberté, nul ne doit être contraint de dissimuler son visage.

La démocratie, portée par des citoyennes et des citoyens jouissant de droits égaux, vit du dialogue et de la concurrence pacifique des idées. À ce titre, l'expression d'opinions et de valeurs personnelles se fait à visage découvert, entre interlocuteurs identifiables.



En parlant de « prescriptions vestimentaires » : halte à l'oppression des femmes

Il est inadmissible et infondé d'assimiler l'interdiction de se dissimuler le visage à des prescriptions vestimentaires imposées par l'État, ainsi que certains opposants à l'initiative se plaisent à le faire sur le ton de la raillerie et sous

le couvert d'arguments prétendument libéraux. L'interdiction de se dissimuler le visage n'est pas une prescription vestimentaire. Au contraire, elle libère les femmes de l'humiliation et de l'oppression. Défendre cette liberté relève

Oui à l'égalité des sexes

Dans les démocraties occidentales, où l'égalité des sexes s'est depuis longtemps imposée, les gens agissent en toute liberté. Les prescriptions adressées aux femmes en matière de port du voile, qui ont leur origine dans l'interprétation salafiste de l'islam – et qui sont également rejetées par nombre de musulmanes –, paraissent par contraste bien moyenâgeuses.

Non au contre-projet inutile

Le contre-projet indirect du Parlement ne vaut même pas le papier sur lequel il est imprimé. Disposer de vingt-six solutions cantonales différentes en matière d'interdiction de se dissimuler le visage, ainsi que le prévoit le contre-projet, n'a aucun sens du point de vue politique et n'est pas dans l'intérêt des cantons.

Le contre-projet indirect est prétexte à des programmes de distribution d'argent et d'expansion de l'État. Il prévoit ainsi une aide au développement d'autres pays inutile et une promotion des femmes vaguement définie. Des mesures contre la violence domestique et contre l'oppression systématique des femmes font toutefois défaut. Quel rapport ce contre-projet indirect a-t-il avec l'initiative ?

bien davantage des valeurs libérales que le fait de défendre, sous des airs pseudo-libéraux, les excès antidémocratiques d'un islam radical.

À quoi peuvent bien ressembler les plaidoyers en faveur du droit au voile intégral pour les femmes en Arabie saoudite ou en Iran ? Toute femme qui veut se libérer de l'obligation de porter le voile intégral dans ces pays risque la prison et la torture. Insister sur le port de la burqa et du niqab est à l'opposé de ce qu'on peut appeler l'autodétermination.

Pour en finir avec les casseurs masqués !

L'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » est également dirigée explicitement contre la dissimulation du visage dans des buts criminels et de destruction. Afin de protéger l'ordre public, il faut interdire aux personnes ayant l'intention de commettre des infractions de camoufler leur visage. Plus de deux tiers des cantons suisses ont déjà inscrit ce principe dans leur législation.

Les interdictions cantonales existantes en matière de dissimulation du visage sont cependant soumises à des limites quant au moment, au lieu et à la raison et ne s'appliquent donc qu'aux événements nécessitant une autorisation et requérant un besoin accru de sécurité. En outre, les interdictions existantes sont malheureusement loin d'être appliquées partout avec la même rigueur, ainsi qu'on peut le voir à Berne (Reithalle) et à Zurich (squatters).

Seule une interdiction nationale de se dissimuler le visage dans l'espace public, qui légitime et oblige la police, en vertu de cette base constitutionnelle, à prendre dans tous les cantons des mesures cohérentes contre les délinquants masqués, assurera la sécurité du droit.

Soutenez notre comité de sécurité !
www.comite-de-securite.ch

« Nous avons un sérieux problème avec les casseurs qui, lors de manifestations et d'événements sportifs, agissent en groupes et portent des cagoules pour ne pas avoir à rendre de comptes. Si ces personnes pouvaient être identifiées, elles auraient probablement honte de leur comportement et y renonceraient à l'avenir. Il est donc très important pour la sécurité dans notre pays d'accepter l'initiative « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage ». »

Andrea Geissbühler

Conseillère nationale UDC BE |

Présidente du comité

« Sécurité grâce à l'interdiction de se dissimuler le visage »



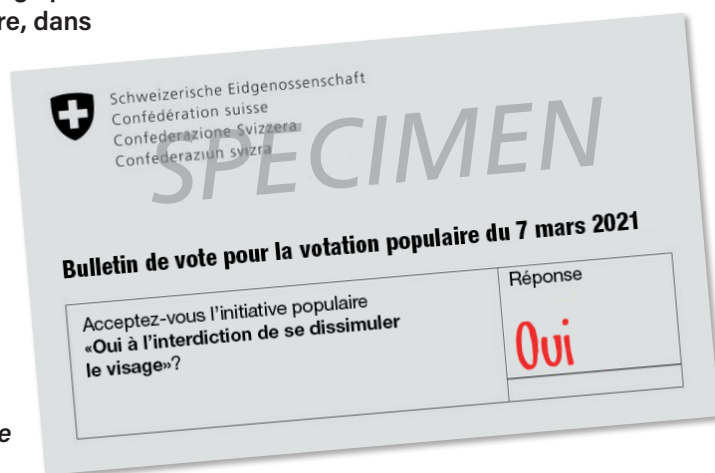
NOUS DISONS :



FINI les rassemblements de vandales masqués dans les défilés du 1^{er} mai !
FINI les lanceurs de pierres masqués lors des « promenades du soir antifascistes » !
FINI les hooligans masqués qui rôdent dans les alentours d'événements sportifs !
FINI les vandales qui dissimulent leur visage pour attaquer et mettre en danger des personnes en tout anonymat et pour causer des dommages matériels se chiffrant en millions de francs !

OUI À L'INTERDICTION DE SE DISSIMULER LE VISAGE : COMMENT NOUS AIDER

- **Diffusez ce journal de votation** dans votre entourage personnel (p. ex. au sein d'une association dont vous êtes membre, dans votre commune ou auprès de connaissances).
Commande gratuite : www.interdiction-dissimuler-visage.ch/commander
- **Parrainez l'envoi de ce journal de votation** à des communes politiques choisies. Informations complémentaires : www.prospectus-partout.ch
- **Écrivez des courriers de lecteur** – très efficaces et souvent lus ! Argumentaire exhaustif sous : www.interdiction-dissimuler-visage.ch/arguments
- **Devenez membre du comité de soutien** : www.interdiction-dissimuler-visage.ch/devenir-membre



Ce que le Parti socialiste dit sur le voile intégral

Le Groupe parlementaire du Parti socialiste (PS) a rédigé en juillet 2010 une prise de position au sujet de l'islam. On ne peut que féliciter le PS pour ce qui figure en partie dans ce texte. La logique voudrait que le PS soutienne l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage ».

Citons par exemple les lignes suivantes : « En revanche, l'obligation de porter un voile intégral (la Burqa ou la combinaison Abaya, voile et Niqab) hors de l'espace privé constitue, de notre point de vue occidental, une atteinte massive à la liberté personnelle et une violation des droits humains dans la

mesure où elle compromet le développement personnel et l'intégration dans notre société. Le fait que les filles ou les femmes portent ces habits sur « une base volontaire » n'y change rien. Il est en effet difficile de considérer la Burqa comme autre chose qu'un symbole d'oppression de la femme. »

S'agissant du statut de la femme, le PS écrit : « Dans les sociétés fortement influencées par l'Islam, les femmes disposent, en général, de moins de droits que les hommes. »

Le PS écrit ce qui suit à propos de la charia, « l'ordre établi par Dieu » dans l'islam, qui régit tous les domaines de la vie et fait fi du droit laïque : « La Charia n'est pas compatible avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme ni de la Constitution fédérale. »

Source : « Prise de position du Groupe socialiste au sujet de l'Islam »

SOUTENEZ NOTRE CAMPAGNE PAR UN DON - MERCI !

IBAN :

CH09 0900 0000 8910 5410 9

En faveur de :

Comité d'Egerkingen, 6000 Lucerne

Faire un don en ligne :

www.interdiction-dissimuler-visage.ch/faire-un-don

Contact :

Comité de votation « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » | c/o Comité d'Egerkingen | 6000 Lucerne | www.interdiction-dissimuler-visage.ch

Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta	Einzahlung Giro	Versement Virement	Versamento Girata
Einzahlung für / Versement pour / Versamento per Comité d'Egerkingen 6000 Lucerne CH09 0900 0000 8910 5410 9	Einzahlung für / Versement pour / Versamento per Comité d'Egerkingen 6000 Lucerne CH09 0900 0000 8910 5410 9	Zahlungsweck / Motif versement / Motivo versamento	
Konto / Compte / Conto CHF 89-105410-9 Einbezahlt von / Versé par / Versato da	Konto / Compte / Conto CHF 89-105410-9 Einbezahlt von / Versé par / Versato da	Einbezahlt von / Versé par / Versato da	
Die Annahmestelle L'office de dépôt L'ufficio d'accettazione		105	